



## Logement : Le président Macron n'en a pas dit un mot.

**Il est passé à côté : La principale dépense des ménages et celle qui a le plus augmenté ces dernières décennies c'est le logement ! Et il n'en a rien dit...**

Le logement cher asphyxie progressivement le budget d'une grande part des ménages, locataires ou accédants à la propriété, et même celui des propriétaires à part entière qui souvent doivent financer le logement de leurs enfants...

Le quart des ménages les moins riches, locataires du privé ou accédants à la propriété, consacre en moyenne plus de 40% de ses revenus pour se loger. Le 2<sup>e</sup> quartile consacre plus de 30%. Jamais nous n'avons payé aussi cher pour nous loger.

Les fins de mois sont difficiles, voire angoissantes pour les habitants des quartiers dégradés, des secteurs périurbains ou des quartiers HLM, à la merci de la moindre hausse des dépenses contraintes, tels le loyer, traites, charges, énergie, transports, carburant, soins, maladie, baisse de revenu, séparation. Alors le cauchemar de l'expulsion se dessine...

La question du logement cher devrait être en première ligne des débats publics, c'est ce qui préoccupe de nombreux gilets jaunes et manifestants.

Les choix du gouvernement et les politiques d'urbanisme alimentent la hausse des taux d'efforts des locataires et des accédants, la spéculation immobilière, la cherté des loyers, et nourrissent la grande précarité du logement et son cortège tragique : expulsions, sans abris, effondrements d'immeubles à Marseille, insalubrité...

La loi ELAN, la ponction de 3,5 milliards sur les APL, la marchandisation du logement social ou l'ubérisation des locataires du privé en sont quelques exemples.

Pourtant en 2017 le logement cher a rapporté à l'état 32,5 milliards net et a enrichi les milieux immobilier, intermédiaires, promoteurs, banques, rentiers ...

La colère qui s'exprime aujourd'hui ne pourra être calmée durablement par quelques mesures cosmétiques. Il faut réduire les coûts du logement pour les ménages et mettre en œuvre le droit à un logement stable, décent, durable et accessible pour toutes et tous.

### **A cette fin nous demandons :**

- L'encadrement des loyers à la baisse et la hausse des APL, afin que le logement ne dépasse pas un cinquième des revenus de chacun-es (taux d'effort net à 20%), pour redonner du pouvoir d'achat ;
- L'apurement massif de la dette des accédants en difficulté, par les banques ;
- La taxation des profits spéculatifs immobiliers et fonciers pour stopper la spéculation et l'arrêt des baisses d'impôts pour les riches investisseurs immobiliers ;
- Le renforcement du droit au maintien dans les lieux des locataires, l'arrêt des expulsions et le respect de la loi DALO ;
- La réalisation massive de vrais logements sociaux financés par l'état (aides à la pierre) ;
- Zéro SDF : le vrai relogement des sans abris et la réquisition des logements vacants...

AFOC, CGL, CLCV, CSF, DAL, Indecosa-CGT

13/12/2018